Brésil : journée de lutte contre la monoculture de l’eucalyptus

Rede Alerta Contra o Deserto Verde (Réseau Alerte Désert Vert), qui réunit une centaine d’organisations non gouvernementales, de mouvements sociaux, d’associations, de syndicats et de fondations de quatre États brésiliens (Espirito Santo, Bahia, Rio de Janeiro et Minas Gerais) a convoqué les habitants de l’État d’Espirito Santo, la presse et les autorités politiques à participer aux manifestations prévues pour les 20 et 21 septembre.

L’objectif est de dénoncer les impacts sociaux et environnementaux que provoque la monoculture de l’eucalyptus aux fins de l’exportation dans le territoire d’Espirito Santo. Rede Alerta Contra o Deserto Verde exige que les autorités prennent des mesures à l’encontre des violations des droits humains et des impacts environnementaux dont l’entreprise Aracruz Celulose est responsable.

Rede Alerta Contra o Deserto Verde a systématiquement dénoncé les violations des droits humains commises par l’entreprise mentionnée dans la communauté de Vila do Riacho et dans toutes les autres communautés afro-brésiliennes de la municipalité de Conceiçao da Barra, Espirito Santo.

Les organisations veulent aussi que les autorités prennent des mesures au sujet de la pollution de l’eau du district de Vila do Riacho, situé à proximité du complexe industriel d’Aracruz Celulose.

Pour alerter la population de l’État d’Espirito Santo, Rede Alerta Contra o Deserto Verde organisera le 21 septembre, journée nationale de lutte contre la monoculture de l’eucalyptus, deux manifestations dans le Nord de l’État.

Après une cérémonie œcuménique à laquelle participeront les leaders religieux de l’Église catholique et des Églises évangéliques, il y aura une manifestation près du complexe industriel d’Aracruz Celulose, ainsi que d’autres activités.

Le « désert vert » croît de plus en plus. Avec l’appui du gouvernement et des grandes banques et entreprises européennes, la monoculture à grande échelle de l’eucalyptus avance sur les terres censément destinées à la Réforme agraire et sur les petites propriétés agricoles familiales des paysans, s’emparant des meilleurs sols, provoquant des impacts sociaux graves, polluant l’air et l’eau, suscitant la répression. La société civile de l’État d’Espirito Santo se plaint : « Il est nécessaire d’exporter, mais n’est-il pas nécessaire de vivre aussi ? »

Article fondé sur des informations tirées de : Communiqué de Rede Alerta Contra o Deserto Verde, adresse électronique : fasees@terra.com.br ; Boletim Informativo do Movimento Alerta Contra o deserto Verde do ES, MG e Sul da Bahia, nº 6, septembre 2004.